

MEETING DE DIJON, lundi 2 avril 2012

Discours de François BAYROU

Merci pour cette magnifique salle que vous formez ensemble, mais mes premiers mots seront pour ceux qui n'ont pas pu entrer ici et qui sont dans une salle à côté relayée par un écran. Je voudrais qu'on les salue tous ensemble et je leur indique que j'irai moi-même à la sortie les saluer, de manière à leur montrer à quel point nous sommes ensemble.

Pardon de ces minutes de retard, mais elles ont été harmonieusement remplies. Pardon pour ces minutes. Nous arrivons de Châteauroux où nous avons, cet après-midi, travaillé, en tout cas réfléchi ensemble sur la ruralité dans le village du Président des maires ruraux de France, Vanick Berberian qui nous recevait dans son village de Gargillesse, classé parmi les plus beaux villages de France.

Parmi les sujets innombrables absents de cette campagne électorale, la ruralité en est complètement absente. Autant les banlieues sont à peine effleurées et même à peine traversées, mais le mot de « rural » est totalement absent, ce qui est pour moi un très grand sujet de préoccupation, car pour que la France aille bien, il faut qu'elle soit équilibrée dans ses territoires entre le monde rural, qui a besoin d'un effort de reconnaissance de la part de la nation et les banlieues devenues pour certaines zones d'absence de droit, zone d'absence de reconnaissance et qui ont, elles aussi, besoin que l'on parle d'elles.

Je disais "parmi les innombrables sujets absents de cette campagne électorale" parce que vous avez peut-être lu les enquêtes sorties ces deux derniers jours, il y a une chose qui est extraordinairement frappante, dont vous ont peut-être entretenus les deux brillants orateurs qui se sont exprimés avant moi et qui sont tous les deux précieux dans notre équipe, je pense que c'est François Deseille qui a parlé le premier et je le remercie de son accueil et celui de ses équipes, et j'imagine que c'est Nathalie Griesbeck, députée européenne de cette région, qui lui a succédé. Elle me fait signe que Yann Wehring a parlé aussi à cette tribune. Je veux vous dire à quel point ils sont tous les trois précieux dans notre équipe, précieux, venus chacun avec un itinéraire différent.

La première fois que j'ai rencontré Nathalie Griesbeck, elle m'a dit : "Je vous préviens, je ne ferai jamais de politique dans un parti !" ... On voit à quel point elle avait du jugement pour la suite... En tout cas, c'est quelqu'un de très brillant, de très engagé, d'extraordinairement rebelle quand il le faut et je suis très heureux que tous les trois, Yann, Nathalie et François, m'aient précédé à cette tribune. J'aurais voulu les entendre, mais je comprends très bien qu'ils se soient rendus à vos arguments plutôt qu'aux miens.

Je disais "sujets absents de cette campagne électorale". Les enquêtes des deux derniers jours montrent une chose que, pour ma part, je n'ai jamais vue et j'ai pourtant fait deux élections présidentielles précédentes.

Au fur et à mesure que les jours passent, c'est l'abstention ou l'envie de l'abstention qui grandit parmi les Français. Cette réalité-là se double d'une autre réalité montrée par des enquêtes faites au même moment, qui est que les Français n'ont pas envie du deuxième tour qu'on leur promet. Ce qui est estomaquant, je ne peux pas trouver d'autre mot, c'est que seulement 40 % des Français disent qu'ils ont envie du deuxième tour Sarkozy-Hollande et on comprend exactement pourquoi, parce que, dans ce deuxième tour-là aucun des sujets n'est traité et donc, en réalité, aucun espoir n'apparaît. C'est un vote de rejet que l'on essaie de faire naître, chez Hollande un vote de rejet de Sarkozy et chez Sarkozy un vote de rejet de Hollande. Ce n'est pas avec du rejet que l'on fait l'avenir d'une nation !

François Hollande a prononcé cette semaine une phrase avec laquelle je suis en désaccord profond. Il a dit dans une interview au Monde : "Le seul sujet de cette campagne électorale, c'est continuer

ou changer", autrement dit, le seul sujet de la campagne électorale, ce serait le locataire de l'Élysée, l'un ou l'autre.

Eh bien, je suis absolument en contradiction avec cette phrase. Le seul sujet de la campagne électorale en 2012 pour la France, ce n'est plus continuer ou changer, c'est « s'en sortir ou pas ! ».

Est-ce que l'on va sortir le pays de la difficulté, de l'impasse ou du drame où il se trouve pour que les jeunes si nombreux ce soir retrouvent quelque chose à croire et quelque chose à espérer, ou est-ce que l'on va en rester aux débats politiques que l'on a depuis des années et des années ?

Eh bien, ceci est pour moi la question de la campagne présidentielle et je dis, comme les Français et au nom des Français, que ceux qui veulent voler la campagne présidentielle aux Français, il faut leur dire : "cela suffit, nous ne nous laisserons pas voler la campagne présidentielle à laquelle nous avons droit pour que la France trouve un avenir auquel elle puisse croire" !

Les sujets qui sont les sujets suspendus au-dessus de la tête du pays comme cette épée de Damoclès, ces sujets qui sont des menaces non pas pour la nation au sens large, et ce serait déjà beaucoup, mais pour chacun de celles et ceux qui sont là, ces sujets-là ne sont même pas nommés dans la campagne présidentielle, ils ne sont même pas abordés dans la campagne présidentielle.

Je vais en citer quelques-uns qui sont, chaque fois, sujets d'alarmes nouvelles, chaque fois devraient être sujet d'inquiétude. Il se passe quelque chose dans cette campagne que, là encore, je n'ai jamais vue.

C'est la première fois que les grands journaux internationaux, par exemple le très grand hebdomadaire qui s'appelle *The Economist*, lu sur toute la planète, que tous ces grands journaux internationaux disent que, en France, la campagne présidentielle n'est pas à la hauteur des problèmes qu'un grand pays européen devrait traiter. Le titre de l'article de *The Economist* est : "Déni de réalité".

On se cache les yeux pour ne pas voir les choses. Dans son sous-titre, ce grand journal écrit que c'est une campagne « frivole », c'est-à-dire que l'on y traite de sujets qui sont tous, les uns et les autres, en réalité des sujets de diversion, des sujets faits pour exciter une partie de l'opinion, prendre une partie de l'opinion pour cible et ne rien traiter du fond de ce que nous allons avoir à vivre ensemble, parce que nous allons avoir à vivre ensemble ces menaces à surmonter ensemble, les menaces qui sont devant nous.

Ces menaces, on les connaît tous. Je vais les énoncer plus tard dans cette intervention. Je dirai ce que, à mon sens, il faut faire pour en sortir, quelles sont les grandes décisions que nous devons prendre tous ensemble, comme un grand peuple et j'emploie le mot "grand" au sens où on l'emploie dans la vie en général, pas seulement comme un peuple de 65 millions d'habitants, un des peuples centraux de l'Europe, mais comme un peuple adulte, comme on est grand quand on a grandi. Nous sommes le peuple qui doit regarder en face les choses et dire : "voilà ce que nous allons faire pour sortir de cet accablement dans lequel on nous a menés par le bout du nez depuis des années".

Ce n'est pas possible de vivre avec un pays qui est en train de se faire voler son indépendance et la force de travail de ses jeunes, par un endettement honteux que les générations qui sont au pouvoir devraient se voir reprocher par des manifestations innombrables des plus jeunes, et devant les tribunaux s'il le fallait, en tout cas, le tribunal de l'histoire.

Comment des générations qui sont au pouvoir ont-elles pu, avec autant de légèreté, accepter de mettre sur le compte de leurs enfants le paiement des fonctionnaires aussi bien que le remboursement des feuilles de Sécurité sociale, ou le paiement des retraites, alors qu'eux vont avoir à supporter des retraités plus nombreux, des montants de dépenses de santé plus importants et avoir en plus à assumer ce laxisme et cette légèreté ! C'est une honte, s'il faut appeler les choses par leur nom !

Comment pouvons-nous accepter de voir le chômage s'installer dans presque toutes les familles du pays ? Comment pouvons-nous accepter que des jeunes diplômés se trouvent au chômage ? D'ailleurs, dans une société équilibrée, diplôme ou pas diplôme, il faudrait une solution de travail et de progression dans la vie pour chacun. Comment pouvons-nous accepter de nous cacher les yeux sur le fait que nous avons un million de chômeurs supplémentaires depuis cinq ans, alors que l'on avait promis de revenir au plein emploi ? Comment peut-on accepter cela sans le traiter dans une campagne ? Comment est-ce que l'on peut ne pas traiter dans une campagne un phénomène dont chacun d'entre nous voit les conséquences dans sa propre vie et sa propre famille sans identifier la cause ?

Je vais essayer de le faire en deux phrases. Chacun de nous voit dans sa propre famille les difficultés de fin de mois s'accroître. Chacun d'entre vous voit qu'il est plus difficile de faire la soudure, chacun d'entre nous, quand il se retourne vers le passé, voit bien que, il y a sept, huit ou dix ans, les choses au fond étaient plus faciles pour le budget des ménages et des familles.

Mais ce n'est pas un problème de votre famille, ce n'est pas un problème individuel. Les familles s'appauvrissent parce que la nation s'appauvrit et la nation s'appauvrit pour une raison extrêmement simple qui se trouve dans un des chiffres les plus cruciaux et que l'on ne commente jamais :

Nous sommes un pays qui épuise ses ressources à devoir acheter à l'extérieur plus qu'il ne sait produire et vendre.

C'est le déficit du commerce extérieur. Tenez-vous bien ! Nous étions excédentaires en 2005, il y a sept ans. L'Allemagne, en 2005, était derrière nous, l'Allemagne s'inquiétait et, en France, on faisait cigale...

Nous avons descendu de marche en marche, 10, 20, 30, 50, 60, cette année, c'est 70 milliards de déficit du commerce extérieur. 70 milliards, c'est un chiffre qui passe vite, qui s'exprime à toute vitesse, que l'on voit passer comme un de ces chiffres innombrables des statistiques et il est rare que l'on s'arrête à réfléchir à ce que « 70 milliards » signifie.

Moi qui suis un défenseur du calcul mental et même le créateur, le seul adhérent et le président -je dis cela tous les soirs- de l'association pour la défense et la promotion du calcul mental en France... -mais je ne vais pas rester longtemps le seul adhérent, cet après-midi, à Châteauroux, un monsieur a dit « je voudrais adhérer à l'association pour la défense du calcul mental » !- dont je prétends qu'il s'agit d'une formation civique, car si les Français avaient su ce que l'on était en train de faire en leur nom, à quel point on les endettait, jamais ils n'auraient accepté que cette affaire se fasse. Ils auraient renversé les gouvernants légers qui commettaient un tel forfait.

70 milliards, c'est 70 000 millions d'euros et 70 000 millions d'euros, je vais le traduire en termes de la vie de tous les jours, c'est le salaire annuel, charges comprises, de 3 millions de Français.

Ne cherchez pas ailleurs les raisons du chômage et de l'appauvrissement !

Quand un pays est obligé de sortir de ses ressources pour aller en vérité soutenir les économies des pays qui l'entourent, il ne faut pas s'étonner qu'ils soient dans la situation d'appauvrissement et que cet appauvrissement retentisse sur toutes les familles et sur toutes les difficultés du pays et sur tout le contrat social du pays. Parce que ce à quoi on ne pense jamais et que je veux illustrer devant vous, c'est que, oui, la France a choisi un modèle social et républicain qui est très ambitieux et même beaucoup plus cher que la plupart des pays qui nous entourent.

La Sécurité sociale, c'est-à-dire la totalité des dépenses de santé, c'est-à-dire la totalité des dépenses d'allocations familiales, c'est-à-dire la totalité des dépenses du chômage et la totalité des retraites, tout cela, c'est la Sécu. Et à côté, les services publics, la totalité de l'éducation en France, gratuite, nous sommes un des seuls pays qui avons porté cette idéal dont je suis très fier de l'éducation gratuite pour tout le monde dans notre pays, et il y a de quoi en être fier et il y a de quoi dire que, en effet, nous avons bien fait et que c'était un modèle d'une certaine manière, pour le monde.

Dans bien des pays qui nous entourent, l'éducation est payante, elle est à la charge des familles. Dans un pays comme la Grande-Bretagne, voisin, la majorité de l'éducation est supportée par les familles et cela fait plusieurs milliers de Livres par an. Je connais des familles où les grands-parents font les écoles privées héritières de leur maison en viager de manière à pouvoir payer les études de leurs petits-enfants. Aucun d'entre nous ne voudrait un modèle de cet ordre et aucun d'entre nous ne voudrait que l'on cesse la force de la présence de la sécurité, de la justice, de tous les services publics qui existent dans un pays comme le nôtre.

Tout cela repose uniquement sur les salaires des travailleurs en France dont les charges sociales et la CSG et les impôts nourrissent le contrat social et le contrat républicain.

Si jamais nous continuons à laisser s'effondrer l'appareil de production en France, comme nous le faisons depuis des années, si nous ne ressaisissons pas l'impératif de nous remettre à gagner des parts de marché, de nous remettre à produire ce que les Français voudront acheter et que d'autres autour de nous voudront acheter, regagner les produits qui sont en avance au lieu du perdre du terrain tout le temps, si nous ne le faisons pas, le modèle social va s'effondrer en quelques mois ou en quelques années, comme il est en train de s'effondrer dans tous ces pays dont nous entendons les problèmes à la télévision et à la radio, comme il s'est effondré en Grèce, comme il est en train de souffrir en Italie, comme il est extrêmement fragilisé en Espagne, comme il est atteint au Portugal, quatre pays au sud de la France qui, en réalité, ont suivi le même chemin que le nôtre.

Eh bien, je vous le dis, cette espèce de fatalité contre laquelle on ne lutte pas, contre laquelle personne ne dit mot dans cette campagne électorale, moi, en tout cas, en votre nom, je dis que je n'accepterai pas de la voir se perpétuer dans le temps.

Cela suffit que l'on baisse les bras, cela suffit que l'on ne fasse rien, cela suffit que l'on ne parle pas des problèmes, cela suffit que l'on élude tout !

Cette désinvolture-là et je peux parler de l'école et des difficultés qu'elle rencontre, j'en dirai un mot un peu plus tard, et je pourrai parler de la moralisation de la vie publique dans notre pays et du fait que les citoyens ont le sentiment que tout cela n'est pas clair, que l'on n'y voit pas clair et que l'on voit tout le temps surgir des affaires qui rappellent que, en effet, il y a une opacité sur la manière dont est organisée la vie publique en France. Tout cela, nous ne laisserons pas une organisation de campagne avec des candidats principaux qui ont décidé que, pour se qualifier pour le deuxième tour, le mieux était de ne parler de rien, de s'attaquer entre eux, mais de ne parler de rien de ce qui intéresse les Français.

Je vous conjure de croire, je vous conjure de croire que je ne dis pas cela, parce que je suis un candidat parmi d'autres dans cette élection, je ne dis pas cela pour en tirer un avantage. Je serais ravi que l'on parle des questions et que l'on ait des débats sur le fond, mais je ne peux pas accepter l'organisation de diversion qui est, en réalité, un attentat contre l'intérêt national.

La France a besoin que l'on traite des sujets devant elle, avec les plus jeunes, avec les adultes, avec les « seniors » et que l'on choisisse une direction dans laquelle on dira : on va en sortir tous ensemble !

À ce propos, il est en train de se passer dans le paysage médiatique français une chose dont, je l'avoue, je n'aurais jamais eu idée. On a entendu dire ce matin que la plus grande chaîne de télévision publique en France avait l'intention de renoncer à organiser un débat avec les candidats pour installer une espèce de table ronde dans « Mots croisés » en deuxième partie de soirée à 23 heures, avec les représentants des candidats qui accepteraient de venir.

Eh bien, je dis en votre nom, c'est-à-dire au nom de tous les citoyens français, je dis à cette grande chaîne publique : je regrette infiniment, vous n'avez pas le droit de faire ce que vous préparez de faire.

Et je dis une chose très simple, vous avez organisé un débat en première partie de soirée pendant plus de deux heures pour les primaires du parti socialiste, excusez-moi de le dire, même si cela ne plaît pas à M. Sarkozy et à M. Hollande, le premier tour officiel de l'élection présidentielle française, c'est plus important que les primaires du parti socialiste et il n'existe aucune excuse d'aucune sorte pour la télévision publique de ne pas se rendre à ses obligations !

Je sais très bien que MM. Sarkozy et Hollande n'en ont pas envie, mais je dis à cette chaîne : organisez le débat et s'ils ne viennent pas, tant pis pour eux, on verra qui sont ceux qui se dérobent à s'exprimer devant les Français sur ce qui est la vie et l'avenir du pays !

C'est un peuple que nous sommes, c'est un peuple de citoyens et c'est un peuple de citoyens qui non seulement a le droit de voir clair, mais que les chaînes publiques délégataires du service public de la nation ont le devoir d'éclairer sur les choix qui sont les leurs.

Cela fait des mois et des mois que l'on nous balade en nous présentant un deuxième tour tout fait.

Nous sommes le peuple français ! Nous avons besoin de retrouver le premier tour de l'élection présidentielle pour qu'elle prenne tout son sens ! Vienne qui peut, vienne qui veut, mais nous allons débattre de ce qu'est l'avenir du pays !

Et moi je veux vous dire simplement, c'est la deuxième partie de ce que je suis venu vous dire comment, à mon avis, nous allons nous en sortir, nous pouvons nous en sortir, comment le peuple français peut conjurer les fatalités qu'il a devant lui depuis si longtemps, dans lesquelles on l'enferme, les fatalités, les échecs auxquels il a été conduit par les deux partis qui, aujourd'hui, voudraient éviter le débat pour garder à eux deux le monopole du pouvoir.

Si ce n'est pas l'un, c'est l'autre, et comme cela ils sont tranquilles, il n'y aura aucune déviation par rapport aux scénarios qu'ils ont écrit à l'avance.

C'est ce qu'ils veulent et c'est ce que nous refusons.

Et je dis qu'ils sont coresponsables tous les deux, pas seulement parce que, depuis trente ans, ils ont assumé l'essentiel ou l'exclusivité du pouvoir, et cela a été le cas des décisions des uns entre 1997 et 2002 qui ont précédé celles des autres entre 2002 et 2012 et, au fond, tout cela allait dans le même sens... Mais je tiens pour coresponsables de la situation du pays sur les problèmes les plus graves les deux formations, celle qui était au pouvoir et celle qui était dans l'opposition. Je les tiens pour coresponsables et comme beaucoup d'entre vous le savent et comme beaucoup d'entre vous me le disent.

J'ai pris le risque en toute circonstance de m'avancer devant les Français en disant à l'avance et souvent seul contre tous : voilà les dangers qui vous guettent, voilà les risques qui vous menacent, voilà où on est en train de vous amener !

Et en particulier, je l'ai fait sur le sujet que j'évoquais à l'instant, la dette du pays devenue abyssale au point que la totalité de l'impôt sur le revenu payé par les Français ne suffit plus à payer les intérêts de la dette, les intérêts de la dette par la totalité de l'impôt sur le revenu de chacune de vos familles !

Voilà la situation dans laquelle on se trouve.

La Cour des Comptes vient de publier un document que je vous pardonne de ne pas avoir lu parce qu'il fait 1 300 ou 1 400 pages, mais dans lequel elle explique clairement que nous sommes exactement menacés de la situation même des pays que j'évoquais et qui sont, hélas, aujourd'hui au plus grand risque.

Eh bien, je dis que cette situation-là, l'ayant annoncée devant les Français, j'en tiens pour responsables naturellement ceux qui étaient aux manettes. Naturellement la majorité de Nicolas

Sarkozy ces cinq dernières années, et la majorité où il participait les cinq années précédentes, mais l'opposition n'est pas venue une seule fois pour dire : « faites attention ! »... À chaque fois que l'opposition s'est exprimée, soit dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, soit au Sénat, soit dans la rue, ce n'est pas pour dire : "attention, vous dépensez trop", c'était pour dire : "vous ne dépensez pas assez, vous devriez aller plus loin, vous devriez signer des chèques encore plus et encore davantage".

C'est pourquoi je dis qu'il y a coresponsabilité, et que la question ce n'est pas de continuer ou de changer, parce qu'il y a des changements qui sont des changements qui ne changent rien !

En Espagne, on vient de faire des élections dans lesquelles il y a eu des changements politiques très importants, mais deux mois après, on se retrouve exactement dans la situation qui avait été la situation précédente, car le choix de la majorité nouvelle de droite contre la majorité de gauche a été de ne s'exprimer sur aucune des stratégies qu'elle allait suivre pour sortir le pays de la difficulté. Donc les Espagnols ont donné leur signature en pensant que le changement résoudrait tout et ils s'aperçoivent aujourd'hui que ce changement n'a rien résolu, donc ils multiplient les manifestations d'incompréhension face aux difficultés et aux choix que l'on va devoir faire pour eux et avec eux. Ce sont des changements qui ne changent rien.

Mais excusez-moi de vous le dire, annoncer que l'on va signer des chèques par milliards et par milliards dont on n'a pas le premier sou, sur le dos de ceux sur qui on accumule les dettes, ce n'est pas un changement qui ne change rien, c'est un changement qui empire la situation du pays et c'est contre ces changements qui empirent les choses que je suis devant vous pour porter une autre vision.

Songez que Nicolas Sarkozy, ces derniers jours, a annoncé qu'il allait dépenser 10 milliards de plus par an dans un pays qui a déjà 103 milliards de déficit annuel, c'est-à-dire, si l'on rapporte ce déficit à la dépense de l'État et des collectivités locales, que ce n'est pas du tout les 5 % qu'on vous annonce triomphalement à la radio, mais c'est un déficit qui dépasse 20 % de ce qui rentre dans les caisses de l'État par rapport à ce que l'on dépense au nom de l'État.

Vous connaissez un artisan, un commerçant ou une famille qui pourrait vivre en dépensant chaque mois 20 % de plus que ce qui rentre dans la boutique, le commerce ou l'entreprise ? Personne ne pourrait le faire ! Donc cette annonce de 10 milliards de dépenses supplémentaires, et ce n'est pas fini, je pense qu'il faut faire partir le compteur et que, tous les jours, on va avoir des milliards supplémentaires annoncés sans aucune crédibilité...

Quant à François Hollande, ce n'est pas 10 milliards, c'est près de 30 milliards de dépenses supplémentaires annuelles qu'il a annoncés !

Eh bien, ceci, ces promesses, qui ne sont pas autre chose que des illusions et des mensonges, elles vont à l'encontre de l'intérêt de la France. Ces promesses-là, nous ne les acceptons pas, nous ne voulons pas que le pays, une fois de plus, soit trompé et je suis candidat dans cette élection pour qu'on lui garantisse la vérité et que les choix qu'il va faire soient des choix conscients et résolus pour que l'on en sorte tous ensemble.

Alors, qu'allons-nous faire pour sortir de cette impasse ?

Je voudrais vous dire ma conviction la première, c'est que tous les forces d'imagination, d'intelligence, d'organisation que nous avons, elles doivent être tournées vers l'enjeu de rebâtir le « produire en France ».

Vous m'avez entendu dire cela souvent dans cette élection. Les autres candidats, dans le courant du mois de décembre ou de janvier, se sont approchés de cette question, comme des papillons de nuit s'approchent de la flamme, et ils ont trouvé sans doute que c'était trop chaud et ont filé à tire d'aile. Ils ont complètement oublié cet enjeu et ce sujet !

Moi, je vous dis que là est la question du pays, car, dans le même temps où, de marche en marche, nous descendions à ces 70 milliards de déficit du commerce extérieur, dans le même temps, nos voisins allemands, eux, sont passés de zéro à +160 milliards. Nous sommes passés de 5 à -70 milliards et eux sont montés à +160 milliards d'excédent !

Vous voyez bien que tous les raisonnements que l'on vous fait, surtout dans les extrêmes, tous les raisonnements qui vous disent : c'est parce qu'il y a le capitalisme international, ou les banques, ou l'Europe, ou l'Euro, ou l'immigration, ou je ne sais quoi... que la France n'est pas capable de relever les défis qui sont devant elle, tout cela ne tient pas si vous regardez nos voisins : car l'Allemagne est dans la même Europe que nous, elle a le même euro que nous, elle est dans le même système de mondialisation que nous et, pourtant, elle exporte, elle produit, elle gagne des marchés, elle enrichit son peuple.

Et la Suisse, les salaires en Suisse... Vous savez que je suis en colère contre ceux qui disent que l'on paye trop le travail en France. Moi, je trouve que le travail en France, en vérité, si nous réfléchissons bien, il n'est pas assez payé ! Je sais bien que je ne peux pas le faire en quelques minutes, mais quand je visite une usine et que je vois un monsieur de 35, 38, 39 ans qui a un poste de responsabilité et qui vient me dire : "Monsieur Bayrou, c'était vraiment gentil de venir nous voir.". J'ai un visage précis en tête, il était soudeur et il m'a dit : "Je suis dans l'usine depuis 17 ans et je gagne toujours 1 080 € nets par mois".

À titre personnel, je trouve qu'il y a là un problème pour notre pays qui doit être traité, réfléchi avec les organisations syndicales, avec les gens qui ont des responsabilités dans chaque branche industrielle, branche par branche, parce que je sais bien que ce n'est pas tout à fait la même chose dans l'automobile, dans le numérique, dans la création culturelle, dans les jeux vidéo, toutes ces choses-là. Les métiers ne sont pas les mêmes, mais il faut réfléchir au coût du travail et je prétends que, si l'on regarde les choses, on va s'apercevoir de quelque chose.

L'Allemagne a les résultats que j'évoquais avec un coût du travail légèrement mais plus élevé que le nôtre. Il y a dix jours, Volkswagen qui fabrique des voitures en Allemagne... Et je voudrais là aussi que l'on se mette en tête l'évolution de la production de ces voitures, il y a un chiffre très simple : en 2005, il y a sept ans... (vous voyez que tout part d'il y a huit, neuf ans et, en tout cas, tout a divergé en 2005, pourquoi ? parce que l'Allemagne a fait les efforts qu'il fallait faire, je dis cela au passage) en 2005, il y a sept ans, Renault et Volkswagen, les deux grandes marques emblématiques -toutes les deux avaient des États actionnaires, la république française est actionnaire de Renault et, comme vous le savez, dans l'actionnariat de Volkswagen, il y a des états appartenant à l'Allemagne-Volkswagen et Renault fabriquaient en 2005 exactement le même nombre de voitures, l'un sur le sol allemand et l'autre sur le sol français : Volkswagen 1 200 000 voitures en Allemagne en 2005 et Renault 1 200 000 voitures en France en 2005.

Cette année, Renault ne fabriquera plus en France que 440 000 voitures, chiffre presque divisé par trois, et Volkswagen fabriquera en Allemagne 2 200 000 voitures, chiffre presque multiplié par deux. Et qui gagne des parts de marché ? Qui avance ? Qui a la meilleure réputation dans le domaine de la rentabilité ? Ce n'est pas Renault qui va fabriquer à l'extérieur, c'est Volkswagen qui va continuer à fabriquer en Allemagne.

Et les salaires en Allemagne sont supérieurs toutes charges comprises aux salaires français. Et Volkswagen vient d'annoncer, il y a 10 jours qu'on allait donner une prime à tous les travailleurs de Volkswagen de 7 500 € pour l'année.

C'est donc la preuve que ce n'est pas dans le coût du travail que résident les problèmes du pays, mais dans le fait que nous nous sommes trompés sur un certain nombre d'orientations qu'il va falloir corriger et qu'il va falloir reprendre.

Je suis frappé de voir que, dans nombre de secteurs, nous sommes en train de baisser les bras alors que d'autres au contraire reconquièrent des parts de marché.

Nous sommes en Bourgogne, une région de forêts. J'ai visité des forestiers, cette semaine. La forêt française est, comme vous le savez, une des plus grandes forêts de toute l'Europe. C'est une forêt qui est sous-exploitée et la forêt allemande est 20 % plus restreinte en surface que la forêt française. Avec une forêt 20 % plus petite que la forêt française, alors que nous avons dans la filière forêt-bois 400 000 emplois, les Allemands ont dans leur filière forêt-bois 800 000 emplois.

Cela veut dire qu'en réalité, si nous avons le même taux, nous devrions avoir 1 million d'emplois dans le secteur de la forêt et du bois, disons entre 400 000 et 500 000 emplois au moins à créer, dès l'instant que nous retrouverions une volonté nationale d'exister dans le domaine de la forêt et du bois où nous avons 7 milliards de déficit du commerce extérieur.

Ce que les Allemands arrivent à faire, quelle raison y a-t-il que les Français n'arrivent pas à le faire ?

Si nous étions un pays incapable de réaliser des efforts, enfin de réaliser des prouesses industrielles, je comprendrais, je baisserais les bras, je ne serai pas là à vous parler. Si c'était de la Grèce qu'il s'agissait, sans grande tradition industrielle, bon, très bien, je comprendrais.

Mais, la France ! Comment un pays qui sait fabriquer des Airbus, qui sait fabriquer des satellites, qui sait fabriquer des fusées parmi les meilleures fusées du monde, qui sait fabriquer des voitures, qui sait fabriquer de la pharmacie, qui sait comme chez moi dans mon village produire un sur deux des moteurs d'hélicoptères volant dans le monde, comment ce pays industriel-là est-il incapable de relever des défis aussi élémentaires que l'exploitation du bois ou même le textile dont on nous a annoncé que c'était complètement perdu, alors que les Allemands sont en train de reconquérir leur textile, notamment pour la production du sportswear ?

Je refuse de baisser les bras. Je n'accepte pas que l'on nous dise que le combat est perdu dans aucun des secteurs du pays. On ne peut pas être les premiers...

Ce que je vous dis n'est pas un propos de tribune électorale. C'est un propos de mobilisation de ce que nous avons de plus profond en nous, comme parents, comme grands-parents, comme fils ou comme fille, comme ayant des petites sœurs ou des petits frères.

Il n'est pas vrai que la France ne puisse pas relever les défis que les autres ont relevés il y a quelques années à peine sur le même sol européen, avec les mêmes règles européennes et avec la même monnaie européenne. Ce n'est pas vrai.

Vous comprenez bien que c'est de notre vie qu'il s'agit. Quelles perspectives offrent-ils les autres ? Aucune. Continuer la politique suivie depuis des années et faire des chèques dont évidemment ils savent que ce sont des chèques en bois, comme on disait autrefois pour les chèques sans provision, c'est la seule perspective qu'ils ouvrent.

Je vous propose au contraire de reformer la volonté du pays et de dire, en votre nom, à ceux qui en auront la charge : excusez-nous, mais, secteur par secteur, dans le domaine de la mécanique, dans le domaine du textile, dans le domaine du bois, dans le domaine de la chimie, dans le domaine du numérique, nous allons mettre sur pied une volonté nationale qui associera grandes entreprises, moyennes entreprises, petites entreprises, réseaux commerciaux qui existent dans notre pays.

Et on va reconstruire à force de volonté, de volonté nationale, de volonté des citoyens les emplois que nous avons perdus et les ressources qui sont parties et que nous n'avons plus pour faire vivre notre pays.

Et c'est pareil pour la dette française. Vous savez tous ce que sont les familles en surendettement. Et ce n'est pas facile. Et ce n'est pas gai.

Les familles en surendettement, ce sont ceux qui ne sortent plus, ce sont ceux qui n'osent pas parler de la situation aux enfants, ce sont ceux qui n'ouvrent pas la porte quand on sonne car ils ont peur

que ce soit l'huissier et qui ont peur d'être expulsés, car ils n'arrivent pas à payer le terme du loyer et ils sont toujours à la recherche d'un nouveau crédit pour payer les crédits précédents.

Je vous le dis, comme responsable national, la situation d'un pays en surendettement est du même ordre que celle d'une famille en surendettement ou, en tout cas, le jour viendra prochainement où ce sera la même situation que nous avons connue dans les pays dont j'évoquais le nom.

C'est de cela qu'il faut sortir pour retrouver, pour recouvrer la santé du pays. Et ce n'est pas une nouvelle inquiétante. Ce n'est pas du sang et des larmes. C'est au contraire le plus grand espoir et le plus grand optimisme que nous pouvons présenter aux Français car, si réellement comme je le dis, comme je le soutiens la cause des difficultés que nous avons est chez nous à force de mauvais choix, alors c'est une formidable nouvelle. Car, les mauvais choix, on peut les corriger.

On peut changer les mauvais choix en bons choix. On peut faire qu'un pays décide de prendre un autre chemin qui est le chemin de la reconstruction au lieu du chemin de la destruction.

Je refuse le chemin de la destruction continue et progressive. Je refuse le chemin de l'affaiblissement de la France. Et je vous propose de choisir tous ensemble le chemin de la reconstruction.

Que faut-il faire en matière de dette ? Oh, il faut faire des choses très simples.

Nous avons un déficit de 103 milliards d'€ cette année, 103 000 millions d'euros que l'on prend sur les ressources du pays et que l'on va emprunter et que, naturellement, les générations, les actifs d'aujourd'hui devront rembourser dans les années qui viennent.

Au total, cela fait presque 1 800 milliards d'euros de dette, c'est-à-dire la totalité de l'activité du pays, tous, tous nos salaires additionnés, toutes vos factures additionnées, toutes les ventes du pays additionnées, tout ce que nous avons en une année produit tous ensemble dans la collectivité nationale, les 65 millions de Français. C'est cela que désormais nous devons ou presque à l'extérieur.

La dette va atteindre 90 % de tout ce que nous produisons en une année. Et, dans deux ans, si la Cour des comptes a raison, et c'est une magistrature qui ne se trompe pas souvent, nous allons être à 100 % et, à partir de 100 %... -dites-vous que l'Espagne n'est qu'à 68 %- à partir de 100 %, vous êtes dans une situation qui est exactement la même que celle de l'Italie, par exemple.

Or, vous savez les conséquences de ce qui s'est passé dans ces pays. On a sabré dans tout. On a sabré dans les salaires des fonctionnaires. On a augmenté les charges sociales, ce qui a fait baisser les personnels du privé. On a baissé les retraites. On a coupé dans tout ce que l'on pouvait couper.

Quand vous en êtes là, c'est misère dans le pays. C'est tragédie pour beaucoup de gens.

C'est ce qu'il faut éviter, donc ces 100 milliards d'euros nous allons les réduire. Et nous allons les réduire de quelle manière ? En suivant une règle simple qui est la première qu'il faut énoncer, qui est le seul moyen de faire des économies urgentes et acceptables qui ne soient pas du sang et des larmes mais de l'optimisme et de l'espoir. Il suffit de respecter une règle simple qui est : l'an prochain et l'année suivante, nous ne dépenserons pas un euro de plus que ce que nous avons dépensé cette année, sauf pour la respiration normale des salaires de la fonction publique. *(Applaudissements....)*

Pas un euro de plus !

Et, devant vous, si on respecte cette règle, et ce n'est pas moi qui le dis, le rapport que j'évoquais de la Cour des comptes... (pardon d'aborder ces sujets sérieux, mais ce sont les sujets même de notre survie, c'est ce que nous aurons à décider dans les semaines qui viennent, c'est cela qui est au-dessus de nous comme une obligation nationale) la Cour des Comptes a dit : cette stratégie-là permet d'en sortir !

Les économistes qui se sont exprimés sur les programmes disent : là, il y a en effet quelque chose de sérieux.

J'explique le mécanisme très vite. Si vous dépensez la même somme, alors que l'inflation et le peu de croissance que nous aurons font augmenter la masse des affaires du pays, vous redescendez à un niveau raisonnable.

Si le bateau reste au même niveau alors que la mer monte ou si le rocher reste au même niveau alors que la mer monte, la partie au-dessus de l'eau naturellement se réduit.

C'est exactement le même mécanisme pour cette règle de "zéro dépense supplémentaire en euro".

Mais je ne veux pas que ce "zéro dépense" fasse, au bout du compte, moins de services pour les Français.

Dans un pays qui dépense autant pour ses dépenses publiques, j'affirme devant vous qu'il est possible de ne pas dépenser plus et, pourtant, de rendre de meilleurs services au pays.

Je vais essayer de vous en montrer deux ou trois exemples qui sont des exemples très simples. Je vais prendre ces exemples dans le domaine de la sécurité sociale (je pourrais les prendre dans le domaine de l'État) :

Si on décidait, par exemple, d'arrêter d'écraser les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les entreprises, sous la paperasserie que l'on demande à chaque instant avec des imprimés à remplir...

J'étais tout à l'heure dans l'Indre avec des agriculteurs qui me disaient : "Monsieur, vous ne pouvez pas savoir, les contrôleurs sont venus. J'ai vendu des céréales, j'ai rempli la totalité des surfaces avec ce que j'avais produit sur ces surfaces et les contrôleurs sont venus et ils m'ont dit : Monsieur, cela ne suffit pas, il n'y a pas la date de vente et les quantités vendues sur les imprimés que l'on vous a remis". Et il a ajouté : "J'ai agrafé les bulletins de vente et les bulletins de poids mais ils disent : cela ne suffit pas, il faut que ce soit écrit, je vous mets une amende !" (*Protestation dans la salle...*) Mais c'est tout le temps ! C'est pour tout le monde. Demandez aux artisans, demandez aux commerçants, demandez aux petites entreprises.

Évidemment, quand vous êtes une grande entreprise avec un grand service juridique et fiscal, avec plusieurs dizaines de personnes, quelques fois des centaines de personnes qui travaillent dans ces services, alors d'une certaine manière, le labyrinthe est votre allié, car vous avez toutes les boussoles et toutes les cartes marines qui vous permettent de vous y retrouver.

Mais, si c'est votre femme qui fait la comptabilité de la petite entreprise artisanale, aucune chance de s'en sortir !

Il y a là une iniquité et une injustice.

Et il y a une chose toute simple : Si vous voulez économiser et libérer l'activité du pays, arrêtez d'écraser les gens sous les paperasses. Faites que l'administration remplisse les papiers et les assujettis vérifieront s'ils sont exacts ou pas !

Je prétends qu'il y a économie à faire tout en rendant un meilleur service. Le pays est mal organisé. Il n'est pas normal que nous dépensions au moins 20 % de plus que nos voisins pour un modèle social qui est bien souvent inférieur au leur, pas toujours heureusement -il faut être modéré dans ses appréciations...

Mais je prends des exemples très simples. On a besoin que, pour la sécurité sociale, le service rendu nous entraîne à dépenser ou à ne pas dépenser plus que nous faisons.

Je propose trois idées toutes simples.

Première idée toute simple : aujourd'hui, tout le monde va aux urgences. On va aux urgences directement car il n'y a plus de médecins de garde, comme vous le savez, en ville. Et les médecins

qui sont là, je suis sûr qu'ils pensent la même chose. En effet, le service des urgences de ville n'est plus organisé comme il l'était autrefois, alors tout le monde va aux urgences de première intention.

Savez-vous combien il y a de visites aux urgences de l'hôpital chaque année en France ? Il y en a 15 millions.

Suivez-moi une seconde. Si on faisait précéder l'entrée aux urgences de l'hôpital d'un centre d'accueil et de soins qui serait assumé par des médecins de ville qui se relaieraient, par des infirmières et par quelques personnels hospitaliers, ensemble, pour simplement orienter les visites qui viennent : "Cela, c'est une otite, on va te faire une ordonnance, cela c'est une angine, on va te faire une ordonnance. Là, c'est visiblement, une grippe. On s'en occupe. Là, quand on ausculte, il y a un problème cardiaque soupçonné, vous allez à l'hôpital".

Savez-vous combien il y a de ces pathologies banales que les médecins appellent entre eux "bobologie" sur les visites à l'hôpital ? Il y en a entre au moins 50 à 60 %.

Or, la visite aux urgences de l'hôpital est facturée 250 ou 260 €. La visite aux urgences qui seraient organisée avec des médecins de ville coûterait 60 €.

Et si vous faites la multiplication, 8 millions de personnes multipliés par 200 € de différence, et vous avez, en rendant un aussi bon service, en n'allant pas faire la queue dans les couloirs de l'hôpital assis sur des sièges inconfortables et quelques fois allongés sur des civières pendant longtemps, vous avez économisé presque 2 milliards d'euros en rendant un meilleur service.

Autre exemple : cela fait huit ans que l'on nous a parlé du dossier médical personnalisé. Vous savez, le dossier auquel vous pourriez avoir accès par votre carte vitale.

Au passage, dans les scandales que je dénonce et qui empêchent le pays d'exister comme il devrait exister, que la sécurité sociale aille faire fabriquer les cartes vitales des assurés sociaux français en Inde, mais c'est un scandale ! Et une absurdité ! Et une bêtise. (*Protestation dans la salle...*) Vous comprenez que c'est une bêtise car, s'ils avaient réfléchi plus loin que le bout de leur nez, même si les cartes vitales sont, je ne sais pas, 12 % moins chères en Inde, si elles avaient été fabriquées en France, 50 % du prix de la carte revenait dans les caisses de la sécu par l'intermédiaire des charges salariales, de la CSG et des impôts sur l'activité économique dans le pays !

Pourquoi ? Mais parce que tout cela est compartimenté. Je n'ai pas vérifié, mais je suis sûr que la sécu a une filiale chargée de fabriquer les cartes vitales et que, dans les comptes de la filiale, cela a coûté 12 %.

Mais pourquoi ne regarde-t-on pas les choses d'un peu plus loin ?

Et j'ajoute, au passage, que des cartes vitales fabriquées en France eussent été infalsifiables de manière que la fraude qui se monte à plusieurs milliards par an aurait pu être évitée et écartée. Là aussi, ce serait des milliards de gagnés, alors que le service rendu ne serait pas accentué.

Au passage toujours -pardon de cette digression- j'ai une amie qui a perdu sa carte vitale et elle racontait hier -c'est une journaliste- que pour obtenir sa carte vitale, elle a mis quatre mois parce que c'est en Inde qu'elle est fabriquée. Les papiers administratifs, en Corée du Sud, l'obligation fixée par l'État est qu'ils soient remplacés en trois heures de temps !

Je dis cela pour montrer la différence qui existe entre des systèmes qui choisissent d'être organisés et des systèmes qui choisissent d'être inorganisés au détriment des citoyens et des patients qui se trouvent, eux, fort dépourvus parce qu'on fait passer des intérêts de court terme avant les intérêts de long terme et de service aux citoyens.

Mais je reviens au dossier médical personnalisé. Vous savez ce que c'est, quand on vous hospitalise, on refait tous les examens que l'on vous a déjà fait dix fois, des radios, des IRM, des scanners, des numérations formules, pardon je ne suis pas médecin, mais je vois à peu près à quoi cela correspond. Et, le coût moyen, c'est quelque fois plusieurs milliers d'euros, 1 500 ou 2 000 € qui

sont pris, au fond, dans ces pertes de temps et pertes de suivi médical. Car évidemment on n'a pas votre historique et, donc, les médecins ne suivent pas les évolutions qu'ils devraient suivre de votre santé.

Savez-vous ce que cela rapporterait d'avoir le dossier médical personnalisé ? Entre 3 et 4 milliards d'euros par an.

Pourquoi ne le fait-on pas ? Cela économiserait des milliards et le suivi de chaque patient serait meilleur. Et la santé irait dans le bon sens.

Dernier exemple dans la sécurité sociale, toujours pour montrer que l'on peut faire des économies avec un meilleur service, ce qui est, vous le comprenez, la ligne que je propose de suivre : économiser mais ne rien céder sur le service que l'on doit aux citoyens, aux patients, aux Français finalement dont on doit avoir la charge. Dernier exemple : la surconsommation de médicaments en France. Nous sommes le pays qui consomme le plus de médicaments dans toute l'Europe.

Qu'est-ce qui le justifie ?

Je vais vous dire ce que cela entraîne : 150 000 patients sont hospitalisés chaque année pour avoir mélangé des médicaments et molécules dont l'usage conjoint était dangereux. 150 000...

Eh bien, une politique qui lutterait et contre la surconsommation de médicaments, c'est une politique qui ferait économiser 3 à 4 milliards d'euros à notre pays, avec un meilleur service pour les citoyens.

Je vais faire un peu de peine aux responsables de collectivités locales qui sont là, mais, pour moi, il n'y aurait pas de drame à ce que les programmes d'investissement -les ronds-points, les salles polyvalentes, les salles de spectacles- prévus sur deux ans se fassent en trois ans. Franchement, on n'en mourrait pas...

Que l'on étale un peu dans le temps. Si on étale un peu dans le temps, les économies apportées aux collectivités locales sont faites, sans qu'il y ait d'atteinte profonde au service que l'on doit aux citoyens.

Tout cela, c'est la même idée.

Nous avons besoin de faire des économies, tout en servant aussi bien les Français qui attendent une administration qui soit une réelle administration et pas une accumulation d'embêtements pour les citoyens, des gérants qui sachent gérer et, au fond, une organisation des services publics qui soit réellement au service du public.

Je traite rapidement les deux idées principales que je veux traiter devant vous, car j'ai regardé la pendule comme vous... J'ai vu quelqu'un qui jetait des regards à leur montre... (*Dans la salle : « Ce n'est pas vrai ! »*) C'est vous qui avez raison... Ce n'est pas grave de jeter un regard à sa montre. Le pire, c'est quand on l'enlève et qu'on la porte à l'oreille en la secouant pour voir si elle marche encore. Là, cela devient grave, mais vous n'en êtes pas arrivés là...

Je veux rapidement dire un mot d'école, de l'université, de l'ensemble... Lorsque j'étais ministre, j'étais très fier de dire que j'étais ministre de la maternelle au Collège de France, avec l'ensemble de l'enseignement primaire, secondaire, supérieur et de la recherche.

Je dis que ce n'est pas acceptable la situation dans laquelle nous nous sommes laissés aller depuis des années. Nous avons été le pays qui était regardé dans le monde entier comme ayant la meilleure éducation du monde.

La France, c'était la meilleure éducation du monde et on venait de tous les coins de la planète, de tous les coins de l'Europe, d'abord, à la Sorbonne, et de tous les coins de la planète après, pour recevoir une part de l'éducation française.

Nous avons été le pays qui a inventé l'école publique, laïque, obligatoire et gratuite ! Nous avons été ce pays-là !

Eh bien, il n'est pas acceptable que, dans le classement de cette année, nous soyons descendus en compréhension de l'écrit à la 24<sup>ème</sup> passe sur 35 des classements internationaux, en calcul 25<sup>ème</sup> et en inégalités scolaires 34<sup>ème</sup> sur 35 !

Au fond, nous ne sommes sur le podium que pour les trois pays chez lesquels les inégalités scolaires sont les plus graves. Eh bien je dis que ceci, comme citoyens français, nous ne pouvons pas l'accepter et nous devons donc changer cette situation dans les plus brefs délais.

Je fixe un horizon, je fixe un objectif, c'est que dans les cinq ans qui viennent, nous revenions dans les dix premiers sur ces sujets pour les élèves qui sortiront dans cinq ans de l'école primaire et qui sont donc aujourd'hui au début du cursus de l'école primaire, car je dis, j'affirme et je témoigne devant vous de ce que, dans l'école française, le principal problème qui se pose, c'est que les acquis fondamentaux élémentaires qui permettent de suivre le cursus des études du collège et du lycée, c'est à l'école primaire qu'on les acquiert.

Il n'est pas normal ni acceptable que 20 % des enfants scolarisés à l'école primaire entrent en sixième sans savoir maîtriser la lecture et l'écriture ! C'est purement et simplement impossible, car, vous le savez bien, si on entre en sixième sans maîtriser la lecture, l'écriture et les rudiments de la langue française, il est impossible de suivre au collège. On peut vous faire monter de classe en classe, de sixième en cinquième, en quatrième, puis en troisième, on pourrait même vous faire passer en seconde, vous êtes de toute manière sur le bord de la route et, alors, vous mettez le bazar dans la classe.

C'est d'ailleurs normal, car vous n'avez pas la reconnaissance scolaire. Il faut trouver un autre type de reconnaissance. Les enfants déstabilisés scolairement deviennent déstabilisateurs dans la classe dans laquelle ils vivent et je pense que si on ne s'attaque pas à cette question de la maîtrise des fondamentaux, on ne fera rien dans l'école.

Je dis qu'il faut garantir les moyens de l'école française. Je ne crois pas une seconde à ce que François Hollande propose et promet, 60 000 postes supplémentaires. Il n'aura pas le premier sou pour créer les 60 000 postes. Ce sont des promesses fallacieuses et d'ailleurs, où les trouverait-il ?

L'an dernier, alors que l'on était dans le un sur deux, avec seulement 12 000 postes annuels, au lieu des plus de 20 000 partis à la retraite, il n'y avait que 12 000 postes au concours et quelques choses comme 6 000 ou 7 000 postes dans l'enseignement secondaire. Eh bien 1 000 de ces postes n'ont pas pu être attribués, car il n'y avait pas le nombre de candidats nécessaires, des candidats au niveau pour être sélectionnés comme professeur dans l'enseignement secondaire français !

Alors ne me dites pas qu'il va pouvoir en recruter 24 000, quand on n'a pas pu en recruter 7 000 l'an dernier. Ce n'est pas vrai !

Je n'aime pas, je ne supporte pas, je n'accepte pas que l'on mente à un peuple, même avec des promesses qui sont mirobolantes et brillantes.

Je veux que l'on dise la vérité, car il n'y a qu'à partir de la vérité que nous reconstruirons les choses.

Je dis donc que nous allons garantir les moyens. Je remplacerai, je demanderai au gouvernement de remplacer poste à poste les personnes qui partiront à la retraite. Les moyens de l'école seront "sanctuarisés", comme j'ai employé le mot.

Il y aura un contrat entre la Nation et l'école : nous garantissons les moyens, nous ne supprimerons plus les milliers de postes que l'on supprime depuis des années et, si j'ose dire, en échange nous allons nous fixer des objectifs qui feront que, de nouveau, nous serons fiers de notre école.

Et je défendrai les enseignants. Je déteste les gens qui se font des popularités en passant leur temps à cibler les enseignants, comme si c'était des paresseux qui ne veulent pas travailler, qui passent leur temps en vacances.

Je voudrais voir chacun de ceux qui font ces critiques trois heures devant une classe de quatrième dans un collège moyen d'une ville française. Je voudrais les y voir et je voudrais voir combien de temps ils passent à préparer les cours, et combien de temps ils passent à la correction des copies, et combien de temps ils passent en réunions parents-profs et en réunions internes.

Pour demander à l'école de remplir au mieux le contrat national qui est le sien, il faut en même temps soutenir ceux qui font cette école et c'est le seul moyen de faire avancer l'Éducation nationale dans notre pays.

Personne n'imaginerait être ministre de la Défense nationale en critiquant les officiers et les soldats. Personne n'imaginerait être ministre du Commerce en critiquant les commerçants...

Je dis donc qu'il n'est pas acceptable qu'en France on considère comme normal que ceux qui ont la responsabilité de l'Éducation nationale "flinguent" ceux qui font l'exercice du métier d'éducation nationale.

Je dis cela, car je les respecte et que, de l'intérieur, je sais quelle est la difficulté du métier qu'ils exercent en notre nom à tous. Car ne vous trompez pas, ce sont les difficultés des familles que les enseignants recueillent à l'école, ce sont les difficultés de la société que les enseignants recueillent à l'école, ce sont les dégâts que fait le chômage que les enseignants recueillent à l'école, c'est la multiplication d'une société devenue complètement matérialiste et qui ne regarde parfois plus que les aspects de matériel, de marque, d'apparence extérieure, que les enseignants recueillent à l'école.

Et donc, pour moi, quoi qu'il en soit, je veux leur dire que je sais très bien qu'ils sont en première ligne. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de défaut, j'ai été leur ministre pendant plus de quatre ans, il m'est quelquefois arrivé d'avoir avec eux des échanges qui étaient "virils", mais je sais le métier et, s'ils n'existaient pas, nous nous trouverions alors en situation de grave manque.

Je veux que ce soit cela, l'un des efforts prioritaires de la nation.

Je finis avec une dernière idée.

Il faut moraliser la vie publique dans notre pays, il faut moraliser la politique dans notre pays et il faut que l'on sorte de toutes ces affaires multiples et variées avec lesquelles, depuis des années, nous vivons comme un sentiment de honte devant ce qui se passe, d'incompréhension, de "tous pareils".

Il faut que l'on en sorte.

Il y a des choses très simples à faire, sur lesquelles, depuis des années, tout le monde s'est accordé, sur lesquels depuis des années tous les partis politiques sont venus, l'un après l'autre, la main sur le cœur dire : "il faut le faire et nous allons le faire".

Je vais vous citer des choses très simples que, nous, nous allons traiter et que nous allons traiter sans attendre.

Nous allons traiter sans attendre l'impératif d'interdire aux députés le cumul des mandats, pour qu'ils siègent à l'Assemblée nationale. Nous allons traiter sans attendre l'obligation d'être en séance quand on vote et que plus personne ne puisse voter à votre place, plus d'absentéisme à l'Assemblée nationale.

Nous allons traiter sans retard quelque chose qui me paraît absolument nécessaire au moment où on demande des efforts, où on va demander des efforts à tout le pays, eh bien il faut que le « sommet » fasse des efforts aussi. Je propose que l'on baisse de 20 % le nombre des députés et aussi le nombre des sénateurs en France. Les États-Unis, avec une population cinq fois plus importante que la nôtre,

ont moins de députés et moins de sénateurs que nous n'en avons, alors il n'y a aucune raison, au contraire, cela réévaluera la fonction.

De la même manière, je proposerai que nous adoptions une loi électorale enfin juste et que soient représentés à l'Assemblée nationale tous les courants du pays, et pas seulement l'UMP et le PS, et même ceux que je n'aime pas.

Je vais proposer que l'on fasse quelque chose de très simple : je vais proposer que l'on reconnaisse la validité du vote blanc en France. Car on n'est pas moins citoyen quand on vient voter et que l'on dit : "votre offre politique ne me convainc pas », on a fait l'effort de venir voter, il faut que le vote blanc soit reconnu dans les institutions françaises".

De la même manière, je proposerai que l'on acte, une fois pour toutes, l'indépendance de la Justice dans notre pays, qu'elle ne soit plus soumise au pouvoir exécutif et que, pour cela, le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, ne puisse être nommé qu'avec un vote de confiance du Parlement, majorité et opposition confondues.

Je proposerai que l'on en finisse avec les anomalies qui tournent autour du financement de la vie publique en France. Je proposerai la suppression de ce que l'on appelle les micro-partis -il y en a près de 300- qui servent en réalité à tourner la loi sur le financement politique et, pour les campagnes électorales, notamment la campagne présidentielle, je proposerai que l'on oblige à dépenser 30 % de moins que l'on ne dépense aujourd'hui, mais que cela ne puisse plus venir de ces réseaux mystérieux dans lesquels, depuis des mois, on entend que les financements de campagne sont soupçonnés de se produire.

On va mettre de la clarté dans tout cela et, conformément à la recommandation qui a été faite par une commission prestigieuse, on prendra les dispositions nécessaires pour que l'on ne puisse plus en France mélanger les intérêts privés et les intérêts publics.

Et nous sommes, permettez-moi de le dire, les seuls à pouvoir le faire. Je suis le seul à pouvoir le proposer.

Pourquoi ? Parce que nous ne sommes liés d'intérêt à aucun des partis et des réseaux qui ont gouverné la France depuis 20 et 30 ans. Nous sommes libres, et je suis libre. Nous n'avons pas de cadavres dans les placards, nous n'avons pas d'affaires, personne ne nous a jamais donné un euro d'argent illégal.

Nous avons tenu à être honnêtes et c'est pourquoi aujourd'hui nous sommes libres.

Et tout cela, c'est ma dernière phrase, nous voulons le faire, non pas au nom d'un intérêt de parti, non pas au nom d'un intérêt d'étiquette, non pas au nom d'un intérêt particulier, nous voulons le faire en rassemblant les Français et pas en les divisant, car, vous le voyez bien, aucun de ces sujets-là ne peut être vaincu, ne peut être relevé, nous ne pouvons retrouver notre avenir que si nous sommes capables de nous unir.

C'est pourquoi toutes les sensibilités, en tous cas tous les sensibilités démocratiques et républicaines, modérées et non extrêmes de notre pays auront, dans ce redressement, la place qu'elles méritent. Ce sont les Français qui la leur donneront et c'est au nom des Français qu'elles s'exprimeront, parce que, lisez cette devise et ce sera mon dernier mot, c'est cela l'explication de toute la démarche que j'ai entreprise depuis des années, pour vaincre ces questions qui sont devant nous, qui apparaissent infranchissables, il est un secret : « Un peuple uni, rien ne lui résiste ! ».

Merci !...